

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1196 le 12 septembre 2021

Dans ce numéro

À Quetta, au moins quatre morts après un attentat revendiqué par Tehrik-e-Taliban Pakistan

(Page 2)

La CIA derrière une opération des services ukrainiens dévoilée par CNN et confirmée par le FSB...

(Page 3)

La Corée du Sud renforce ses capacités militaires en effectuant un premier tir de missile balistique mer-sol...

(Page 4)

Plusieurs morts après un incident entre les marines congolaise et burundaise sur le lac Tanganyika...

(Page 5)

Une centaine de drones israéliens SkyStriker achetés par l'Inde...

(Page 6)

Plusieurs dizaines de comptes Weibo de fans dédiés à des célébrités sud-coréennes censurés par Pékin...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La Pologne préoccupée par des manœuvres militaires russo-biélorusses se déroulant près de sa frontière...

Les manœuvres militaires russo-biélorusses inquiètent aux frontières des pays baltes et de la Pologne. 200 000 soldats sont déployés aujourd'hui pour des exercices qui doivent durer six jours. Varsovie manifeste sa préoccupation.

(Radio Vatican, le 11-09-2021)

En Allemagne, l'Office fédéral de police criminelle aurait utilisé le logiciel espion israélien Pegasus...

Alors que le scandale lié au logiciel espion *Pegasus* a déjà semé la zizanie entre certains États, les révélations sur ses utilisateurs continuent d'affluer. L'Office fédéral de police criminelle (BKA) y aurait notamment touché, selon plusieurs médias allemands. L'institution a en effet conclu un contrat avec la société israélienne NSO Group, développeur du logiciel d'espionnage. Le BKA est entré en contact avec l'entreprise israélienne dès 2017 pour une démonstration, croit savoir l'hebdomadaire *Die Zeit*. À l'époque, la police allemande aurait émis des craintes sur les capacités étendues du logiciel et aurait demandé des aménagements pour qu'il respecte les exigences de la Cour constitutionnelle sur les perquisitions numériques. Auparavant, le BKA avait rencontré plusieurs problèmes techniques sur un autre logiciel. Des échecs qui auraient poussé l'institution à se tourner vers le produit de NSO Group. *Pegasus* a finalement été acheté à l'automne 2020 et mis à l'épreuve à partir de mars. La vice-présidente du BKA, Martina Link, a confirmé l'information devant une commission parlementaire, selon le *Süddeutsche Zeitung*. La responsable a affirmé que l'acquisition portait bien sur une version limitée de *Pegasus*, et non sur sa version standard. Le BKA a reçu l'assurance de NSO Group qu'aucune donnée ne serait transmise à l'entreprise, a précisé Martina Link. La question de l'implication du ministère de l'Intérieur dans cet achat reste pour l'heure en suspens. Ces dernières années, le gouvernement fédéral a été interpellé officiellement à trois reprises sur le sujet, par des parlementaires ou des associations. À chaque fois, le ministère de l'Intérieur a répondu ne pas pouvoir fournir d'information sur une potentielle utilisation de *Pegasus*. Le logiciel de NSO Group avait fait parler de lui mi-juillet, après une enquête menée par dix-sept médias internationaux révélant son utilisation par une dizaine de gouvernements. Le Maroc avait été particulièrement montré du doigt, ce qui avait tendu ses relations diplomatiques avec un certain nombre de pays, notamment l'Algérie. Le produit de NSO Group a également ciblé l'un des téléphones d'Emmanuel Macron. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, avait dénoncé le 19 juillet des faits extrêmement choquants. Le Maroc avait pour sa part qualifié les accusations de mensongères. Au total, plus de 50 000 numéros auraient subi des écoutes téléphoniques. Un millier de Français seraient concernés.

(Radio Sputnik, le 08-09-2021)

À Quetta, au moins quatre morts après un attentat revendiqué par Tehrik-e-Taliban Pakistan

Au moins quatre paramilitaires pakistanais ont trouvé la mort, dimanche, dans un attentat suicide à Quetta, dans le sud-ouest du pays, revendiqué par les taliban du Pakistan, a indiqué le *SITE Intelligence Group*, une ONG américaine de surveillance des sites djihadistes, d'après un communiqué des assaillants. Un kamikaze à bord d'une moto a pris pour cible des membres des Frontier Corps (FC) avec un gilet chargé d'explosif, dans le quartier Mian Ghundi de Quetta, a précisé la même source. Après avoir confirmé l'attentat à des médias internationaux, Azhar Akram, un responsable de la police, a précisé que trois paramilitaires avaient été tués sur le coup et qu'un quatrième avait succombé à ses blessures, ajoutant que dix-sept autres avaient été blessés ainsi que deux civils. De même, un porte-parole de la section antiterroriste de la police pakistanaise a confirmé l'attaque et Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) a affirmé dans un communiqué que plus de trente membres des FC avaient été tués et blessés dans l'attaque. De son côté, le Premier ministre pakistanais Imran Khan a condamné l'attaque des TTP dans un *Tweet* en rendant hommage aux forces de l'ordre. Les paramilitaires chargés de surveiller et contrôler la frontière afghano-pakistanaise essuient depuis plusieurs années des attaques dans cette région du Baloutchistan.

(Radio Sputnik, le 06-09-2021)

Un cadre du groupe État islamique aurait été capturé par les forces de sécurité libyennes...

Le Premier ministre libyen Abdul-Hamid Dbeibah a annoncé mardi que les forces de sécurité libyennes avaient capturé un chef du groupe terroriste État islamique. « La Force d'opérations conjointes a capturé le chef de l'État islamique Embarak Al-Kharmi » a *tweeté* M. Dbeibah. Le bureau du procureur général libyen a dit que M. Al-Kharmi avait été capturé dans la ville de Bani Walid, à quelque 180 kilomètres au sud-est de la capitale Tripoli. M. Al-Kharmi est responsable d'un certain nombre d'attentats à la bombe visant des postes de contrôle militaires et de sécurité près de Bani Walid, a indiqué le bureau dans un communiqué. Il a également été impliqué dans l'attentat suicide contre un camp d'entraînement militaire en 2016 dans la ville de Zliten, dans l'ouest de la Libye, qui a tué au moins 67 personnes, ajoute le communiqué.

(Radio Chine internationale, le 08-09-2021)

Vingt-deux membres du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie placés en détention provisoire par un tribunal algérien...

En Algérie, un tribunal a placé en détention provisoire vingt-deux membres présumés du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie, un groupe séparatiste considéré comme terroriste par les autorités, ont indiqué hier une ONG et des médias. La police avait annoncé l'arrestation de vingt-sept personnes lundi et les autorités avaient parlé d'atteinte à l'unité nationale, à l'ordre public et d'incitation à un attroupement.

(La voix de l'Amérique, le 09-09-2021)

Plus d'une centaine de civils auraient été tués dans la région éthiopienne d'Amhara...

Nouveau massacre de civils en Éthiopie, début septembre 125 personnes, environ, ont été tuées dans le village de Chenna, c'est en Amhara une région du nord du pays. Les autorités locales attribuent cette tuerie aux rebelles tigréens du TPLF. Mais ces derniers nient catégoriquement toute implication. On sait peu de choses pour le moment sur le massacre. Il aurait été perpétré le 4 septembre à Chenna. Les premières sources parlent de civils, mais cela n'a pas encore été confirmé. Les habitants de ce village sont toujours à la recherche d'autres corps. Ce sont ces survivants qui ont clairement mis en cause les rebelles de la région voisine du Tigré qui contrôlaient la localité fin août avant que les combats n'éclatent avec l'armée fédérale. Le Front de libération du peuple du Tigré, le TPLF, a cependant nié toute responsabilité. Il demande même une enquête indépendante espérant que les médias puissent avoir accès à cette zone plus facilement. Il touche là l'un des problèmes de cette guerre qui se passe loin des regards, l'armée éthiopienne faisant en sorte que toute la zone concernée soit verrouillée. Ce qui n'est pas sans poser problème pour la population civile qui affronte en plus des combats une crise alimentaire d'ampleur.

(Radio Vatican, le 09-09-2021)

En Éthiopie, au moins 125 civils ont été tués début septembre en Amhara région du nord de l'Éthiopie gagné par le conflit qui fait rage au Tigré voisin, selon des médecins locaux. Un massacre attribué aux

rebelles tigréens qui ont catégoriquement rejeté toute responsabilité hier.
(*La voix de l'Amérique, le 09-09-2021*)

Le Burkina Faso et le Mali en passe de mener des opérations militaires conjointes contre les groupes djihadistes...

Le Burkina Faso et le Mali se sont concertés hier pour mener dans les prochains mois des opérations militaires conjointes contre les groupes djihadistes qui ciblent ces deux pays frontaliers d'Afrique de l'Ouest, a annoncé le ministre malien de la Défense Sadio Camara à l'issue d'entretiens à Ouagadougou avec le président Roch Marc Christian Kaboré.
(*La voix de l'Amérique, le 08-09-2021*)

Coupure des réseaux mobiles dans le nord-ouest du Nigeria afin d'empêcher la surveillance des mouvements de troupes...

Une offensive de l'armée nigériane appuyée par des hélicoptères et avions de combat serait en cours contre des gangs dans le nord-ouest où les réseaux mobiles ont été récemment coupés pour empêcher la surveillance des mouvements de troupes, ont indiqué lundi à l'AFP des sources sécuritaires et des habitants.
(*La voix de l'Amérique, le 07-09-2021*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En République tchèque, quatre anciens membres du STB reconnus coupables d'avoir harcelé des dissidents...

Un tribunal de Prague a déclaré quatre anciens membres de la police secrète communiste (STB) coupables d'avoir harcelé des dissidents et de les avoir contraints à émigrer dans le cadre d'une opération secrète portant le nom de code *Asanace*. Deux des accusés, Karel Hájek et Rudolf Peltan ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis. Les deux autres, Zbynek Dudek et Jirí Simák, ont échappé à toute sanction supplémentaire, car ils ont tous deux purgé des peines inconditionnelles de trois ans et demi de prison pour avoir torturé des opposants au régime communiste. Le verdict peut encore faire l'objet d'un appel.
(*Radio Prague international, le 10-09-2021*)

Recherché par les États-Unis, l'ancien chef des services vénézuéliens de renseignement militaire interpellé à Madrid...

De la chirurgie esthétique, de fausses moustaches et des perruques, voilà comment Hugo Carvajal, l'ancien chef des services de renseignement militaire du Venezuela avait tenté de passer inaperçu alors que les États-Unis veulent le juger pour trafic de drogue depuis une dizaine d'années. El Pollo (le poulet), c'est son surnom, a fini par être arrêté hier à Madrid et devrait être extradé vers les États-Unis. Il changeait de caches tous les trois mois, selon la police espagnole qui précise que El Pollo ne s'aventurait que sur la terrasse de l'appartement où il se cachait, toujours la nuit et toujours déguisé.
(*Deutsche Welle, le 10-09-2021*)

La CIA derrière une opération des services ukrainiens dévoilée par CNN et confirmée par le FSB...

Le FSB partiellement en phase avec CNN, média à l'avant-garde des accusations à l'encontre de Donald Trump de collusion avec la Russie, qui l'eut cru ? Pourtant, le 8 septembre, un porte-parole du Service fédéral de sécurité russe (FSB) a salué les informations « absolument fiables » de la chaîne américaine. La raison de ces couronnes de laurier ? La publication le même jour d'une enquête révélant l'implication de la CIA dans une opération d'enlèvement de citoyens russes montée par les services ukrainiens. Il faut dire que l'Agence centrale de renseignement américaine a de l'expérience à revendre en matière de transits clandestins et d'enlèvements extraterritoriaux. « Selon les responsables du renseignement ukrainien, l'opération dirigée par les Ukrainiens a obtenu de l'argent américain, une assistance technique et des conseils de la CIA sur la façon d'attirer les mercenaires russes » relate CNN. Des allégations fausses, selon un haut responsable américain contacté par la chaîne câblée, qui confirme toutefois que la CIA était au courant de l'opération. Pour mémoire, en juillet 2020, en banlieue de Minsk, 32 Russes étaient arrêtés par un commando des forces spéciales du KGB, le Comité de la sécurité d'État de la République de Biélorussie. Selon le récit développé par

l'enquête de *CNN*, témoignages d'anciens hauts gradés du renseignement militaire ukrainien à l'appui, cette arrestation musclée en Biélorussie solda l'échec d'une opération rondement préparée. En effet, tous ces Russes pensaient être en transit pour le Venezuela. En réalité, ils étaient dans la nasse d'un double piège tendu par Kiev et n'auraient jamais dû atteindre leur destination. L'avion devait en effet atterrir en Ukraine, avec à son bord des dizaines de « criminels de guerre russes » supposés, afin de les juger pour leurs exactions commises dans le Donbass. En somme, il s'agissait d'enlever des citoyens étrangers sur le territoire d'un autre pays. Pour parvenir à leurs fins, les agents ukrainiens auraient créé une fausse société militaire privée (SMP) sur le site de laquelle ils ont posté des petites annonces pour des jobs de sécurisation de sites pétroliers au Venezuela. Avec une rémunération mensuelle de 5 000 dollars à la clef (cinq fois le salaire moyen en Russie), ils auraient été des centaines de Russes à mordre à l'hameçon, relate à *CNN* l'un des anciens gradés ukrainiens. Contactés afin de prouver leurs états de services, nombre de postulants se seraient alors gargarisés de divers faits d'armes en Ukraine pour s'assurer de décrocher leur job, fournissant ainsi d'eux-mêmes des éléments à charges à leurs futurs geôliers. Selon les dires du renseignement ukrainien relayés par la chaîne US, deux demandeurs d'emploi auraient été dans le Donbass lorsque le missile qui a abattu le MH17 a été lancé. Pour dissiper tout soupçon, aux 28 meilleurs dossiers retenus, les chasseurs de têtes ukrainiens en auraient ajouté cinq sans lien avec de quelconques « actes illégaux » en Ukraine. Le pool de champions a alors été transporté en minibus jusqu'à Minsk, d'où ils devaient s'envoler - pensaient-ils - pour Caracas, via la Turquie. En réalité, l'appareil devait donc se poser au bout de quelques centaines de kilomètres, une fois la frontière ukrainienne franchie.
(*Radio Sputnik, le 11-09-2021*)

... MILITAIRE ...

La péninsule coréenne survolée par un drone *Global Hawk* de l'US Air Force...

Sur fond de révélation d'indices indiquant la préparation d'une parade militaire en Corée du Nord, un *Global Hawk* de l'armée de l'air américaine a survolé, hier, la péninsule coréenne. À en croire *Flightradar24*, un site de suivi des vols, l'appareil sans pilote a traversé plusieurs fois d'est en ouest le ciel de la capitale sud-coréenne et de la province de Gangwon, toutes deux proches de la ligne de démarcation militaire. Équipé de radars de haute performance et de détecteurs infrarouges, le *Global Hawk* est capable d'identifier à 20 kilomètres d'altitude des objets d'une taille de 30 centimètres. Son autonomie est de 38 à 42 heures, avec un rayon opérationnel d'environ 3 000 kilomètres. Jeudi dernier, *38 North*, un site web américain spécialisé dans les activités nord-coréennes, avait révélé sur son compte *Twitter* que des préparatifs de formation de troupes avaient été observés à l'aérodrome de Mirim, à P'yongyang. Ce terrain d'aviation a été souvent utilisé dans le passé pour la répétition des parades militaires. Rappelons que le pays communiste a effectué des défilés d'envergure en octobre 2020 pour fêter le 75e anniversaire de la création de son Parti des travailleurs puis en janvier dernier à l'occasion du 8e Congrès du parti. Lors de ces manifestations, il avait exhibé son nouvel arsenal dont des missiles balistiques intercontinentaux ou des missiles pouvant se lancer depuis un sous-marin. Selon les observateurs, une parade militaire pourrait avoir lieu le 9 septembre ou le 10 octobre prochain, respectivement à l'occasion du 73e anniversaire de la fondation du régime et du 76e anniversaire de la création du Parti des travailleurs. Elle pourrait toutefois voir son envergure réduite en raison du Covid-19.

(*KBS World Radio, le 06-09-2021*)

La Corée du Sud renforce ses capacités militaires en effectuant un premier tir de missile balistique mer-sol...

La Corée du Sud continue de renforcer ses capacités militaires. Séoul a procédé pour la première fois au tir d'un missile balistique mer-sol d'une portée de 500 kilomètres. Une démonstration de force destinée bien sûr à contrer les ambitions nucléaires de son voisin du nord. Hier, le gouvernement sud-coréen a alloué plus d'un milliard d'euros à la recherche et au développement militaire dans un projet de budget 2022 transmis au parlement.

(*Radio Vatican, le 07-09-2021*)

L'armée sud-coréenne semble avoir effectué avec succès un test sous-marin de missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) de conception nationale depuis un sous-marin. C'est ce qu'on a appris aujourd'hui. À en croire une source de l'armée, celle-ci a procédé à ce premier essai du genre mercredi

dernier, à huis clos, depuis le sous-marin de classe *Dosan Ahn Changho*. Elle produira le missile en masse après un ou deux nouveaux tests identiques avant de le déployer sur ce premier sous-marin de 3 000 tonnes de sa marine, doté de six rampes verticales de lancement froid de cet engin balistique. Le nom de celui-ci s'appellerait *Hyunmoo 4-4*. Pour rappel, le MSBS est surnommé « le changeur de donne » en raison de ses capacités sous-marines et du caractère discret de son système de lancement sous l'eau. Avec le succès du dernier essai, la Corée du Sud devient le huitième pays détenteur d'un MSBS au monde. Son armée avait déjà achevé ses tests d'éjection terrestre comme depuis une barge. Cela dit, le ministère de la Défense n'a pas encore confirmé officiellement le développement de cet engin. La Corée du Nord a quant à elle mené avec succès des tests sous-marins de deux MSBS en 2015 et 2019. Et en octobre 2020 et en janvier dernier, elle en a dévoilé deux nouveaux modèles lors des parades militaires.

(KBS World Radio, le 07-09-2021)

En Corée du Sud baptême de la sixième frégate de type FFX Batch II...

La cérémonie du baptême du nouveau navire de guerre *Pohang* se tiendra aujourd'hui dans un chantier naval sur l'île de Geoje. Il s'agit de la sixième frégate de 2 800 tonnes (*FFX Batch II*) de la marine. Il reste désormais deux vaisseaux de cette classe à construire pour remplacer les bateaux militaires de 1 500 tonnes et de 1 000 tonnes. La nouvelle frégate fait 122 mètres de long, 14 mètres de large et 35 mètres de haut. Elle est équipée de canons de cinq pouces, de missiles antinavires et d'un système d'armes de défense rapprochée. Notamment, les missiles mer-sol stratégiques tirés par le système de lancement vertical coréen (KVLS) sont capables de toucher une surface équivalente à deux stades de football avec des centaines de projectiles qui peuvent pénétrer les véhicules militaires blindés. Le système de sonar à réseau remorqué (TASS) et la torpille à longue portée *Hongsangeo* ont permis d'accroître la capacité de détection et d'attaque des sous-marins. Le vaisseau est également doté d'un hélicoptère opérationnel, et le moteur hybride fonctionnant au gaz a permis de réduire les bruits rayonnés dans l'eau. L'ancien *Pohang* (PCC-756) construit en 1982 en Corée du Sud a été mis hors service en juin 2009 après avoir rempli sa mission de protection de la mer. Son nom a ainsi été réattribué pour la première fois en 12 ans. Le nouveau *Pohang* sera livré à la marine, début 2023, après le processus d'essai pour être exploité comme le principal vaisseau de guerre du pays.

(KBS World Radio, le 08-09-2021)

Un défilé militaire nocturne pour célébrer le 73e anniversaire de la fondation de la Corée du Nord...

La Corée du Nord semble avoir organisé, dans la nuit de mercredi à jeudi, un défilé militaire pour célébrer le 73e anniversaire de sa fondation, le 9 septembre. Une source citée par *NK News* vers minuit a témoigné avoir entendu le bruit des avions survolant P'yongyang et des feux d'artifice. Le site web américain qui fournit des informations et des analyses sur le pays communiste a estimé qu'il pouvait s'agir de signes marquant le début de la parade. Et d'ajouter une heure plus tard que l'événement semblait être terminé. Un responsable de l'état-major sud-coréen a lui aussi fait état de telles circonstances. Du coup, il a affirmé que Séoul scrutait de très près la situation, mais que des analyses supplémentaires seraient nécessaires pour en savoir plus. On ne sait pas non plus si Kim Jong-un était présent ou non à cette nouvelle grand-messe nocturne ou encore s'il a adressé un message à la Corée du Sud ou aux États-Unis. La question est aussi de savoir si à cette occasion, le régime communiste a fait étalage de ses nouvelles armes stratégiques. Et ce d'autant qu'il avait évoqué la possibilité d'une nouvelle provocation en réaction aux exercices militaires américano-sud-coréens, effectués le mois dernier. En outre, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) craint le possible redémarrage du réacteur de 5 MW de son principal site nucléaire de Yongbyon. Le 10 octobre 2020 aussi, le jour anniversaire de son Parti des travailleurs au pouvoir, le Nord avait organisé un défilé militaire au petit matin. Sa télévision d'État *KCTV* l'avait retransmis en différé le soir. Cette fois encore, ce pourrait être le cas.

(KBS World Radio, le 09-09-2021)

Plusieurs morts après un incident entre les marines congolaise et burundaise sur le lac Tanganyika...

En République démocratique du Congo deux militaires congolais ont été tués et un autre capturé à l'issue d'un incident entre les marines congolaise et burundaise dans la nuit de lundi à mardi sur le lac Tanganyika frontalier des deux pays, à dit à l'*AFP* le capitaine Dieudonné Kasereka porte-parole de

l'armée congolaise dans la province du Sud Kivu. Le capitaine Kasereka a blâmé le manque de communications, mais aussi l'obscurité sur le lac. Selon lui la marine congolaise était en patrouille de reconnaissance quand elle a été confondue avec des bandits par la marine burundaise. Un responsable de la société civile de Mboko sur la rive congolaise du lac a lui dit que des échanges de tirs ont opposé les deux forces après que les militaires congolais s'en sont pris à des pêcheurs burundais à qui ils avaient ravi cinq litres de carburant. Le Burundi a donné une autre version de l'incident affirmant avoir attaqué un groupe de quatre bandits armés de fusils vers 2 heures locales mardi, dont deux ont été tués par balles précisant que les deux autres s'étaient noyés dans le lac, ajoutant que l'identité de ces bandits reste inconnue et que les enquêtes sont en cours.

(La voix de l'Amérique, le 08-09-2021)

Critiques arméniennes après des exercices militaires conjoints turco-azéris dans la province de Latchin...

L'exercice conjoint organisé par les soldats turcs et azerbaïdjanais dans la province de Latchin, qui a été libérée de l'occupation de l'Arménie, a servi à assurer la stabilité dans la région, a-t-on informé. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan, Leyla Abdullayeva, a commenté la déclaration du ministère des Affaires étrangères d'Arménie critiquant l'exercice conjoint organisé par la Turquie et l'Azerbaïdjan dans la région de Latchin. Elle a souligné qu'il est du droit souverain de chaque État de mener divers exercices à l'intérieur de ses frontières internationales. « L'Azerbaïdjan a mené jusqu'à présent de nombreux exercices militaires sur son territoire avec la participation de pays partenaires. L'exercice conjoint lancé à Latchin est une démarche similaire et sert à assurer la stabilité dans la région » a affirmé Abdullayeva. Abdullayeva a noté que les politiques d'occupation et d'agression de longue date de l'Arménie constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Les soldats turcs et azerbaïdjanais ont commencé un exercice conjoint à Latchin, le 6 septembre. Le ministère arménien des Affaires étrangères avait déclaré que cet exercice constituait une menace pour la paix et la sécurité régionales.

(La voix de la Turquie, le 09-09-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Une centaine de drones israéliens SkyStriker achetés par l'Inde...

Dans le contexte des différends frontaliers entre l'Inde et la Chine, New Delhi a fait l'achat d'une centaine de drones israéliens *SkyStriker*, fabriqués par la société Elbit Systems. L'Inde est actuellement confrontée à des tensions militaires avec la Chine et à la détérioration de la stabilité à sa frontière avec le Pakistan. Le retrait américain d'Afghanistan ne fait qu'exacerber la menace, selon New Delhi, qui craint que les taliban afghans et pakistanais ne coopèrent dans des attentats terroristes contre l'Inde. Il s'agit d'un système d'armement furtif capable de réaliser des missions précises dans un rayon d'environ 100 kilomètres, avec une autonomie de près de deux heures. Le drone peut localiser et frapper des cibles désignées par l'opérateur avec une ogive de cinq kilogrammes installée à l'intérieur du fuselage, permettant des performances de haute précision. Opérationnel depuis 2017, *SkyStriker* a été vendu dans plusieurs pays, et a constitué une arme cruciale lors du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Il n'a toutefois pas été révélé s'il était utilisé par l'armée israélienne. L'Inde a réalisé cette transaction pour une valeur d'environ 100 millions de dollars (84 millions d'euros), un contrat signé dans le cadre d'un « achat d'urgence », sans appel d'offres.

(I24News, le 06-09-2021)

... CYBERESPACE ...

Berlin accuse la Russie d'être impliquée dans plusieurs cyberattaques visant des députés allemands...

Le ministère allemand des Affaires étrangères se plaint auprès du Kremlin. Une plainte qui fait suite à plusieurs cyberattaques qui ont visé des députés allemands. « Ces activités doivent cesser sur le champ » selon un porte-parole à Berlin qui accuse les services de renseignement russes d'être à l'origine de ces attaques.

(Deutsche Welle, le 06-09-2021)

Plusieurs dizaines de comptes Weibo de fans dédiés à des célébrités sud-coréennes censurés par Pékin...

Dans le cadre de la politique de répression de Pékin envers l'industrie du divertissement, *Weibo* a interdit 21 comptes de communautés de fans dédiés à des célébrités sud-coréennes. Selon les médias chinois, le réseau social a imposé des suspensions de 30 jours sur 21 comptes appartenant à des fanclubs dédiés aux stars de la k-pop. La liste comprend non seulement des groupes d'idoles tels que BTS, NCT et EXO, mais aussi des membres individuels ou des artistes solistes comme RM, Jin, J-hop de BTS, Jae-hyun, Mark, Jae-min de NCT, Seul-gi de Red Velvet, Tae-yeon de Girls' Generation, Jang Won-young d'IZ*ONE, Rosé et Lisa de Blackpink ainsi qu'IU. En plus des suspensions, *Weibo* a également supprimé les contenus qu'il juge « problématiques ». Quant au compte abritant le fanclub de Ji-min, un vocaliste des Bangtan Boys, il a été suspendu durant 60 jours en raison d'une campagne menée à l'occasion de l'anniversaire du chanteur qui consistait à décorer un avion de Jeju Air ayant circulé la semaine dernière. Pour rappel, cette campagne a été financée par une importante collecte de fonds lancée au sein de la communauté de fans. Ces dispositifs ont tous été pris suite à l'annonce du Parti communiste chinois qui avait publié le 27 août dernier des mesures visant à renforcer le contrôle des communautés de fans qualifiées de « désordonnées », interdisant entre autres aux mineurs de dépenser de l'argent pour soutenir leurs idoles. Par conséquent, les contenus mis en ligne par les fanclubs font désormais l'objet de censure des autorités chinoises. À noter que les mesures de répression de l'industrie du divertissement concernent également les vedettes locales. Par conséquent, les personnalités du divertissement qui ne se plient pas aux directives annoncées par le Parti communiste se verront interdire de participer aux émissions télévisées de l'empire du Milieu.
(KBS World Radio, le 07-09-2021)

Un hacker annonce avoir dérobé les données personnelles de sept millions d'Israéliens...

Un pirate informatique répondant au nom de *Sangkancil* a publié mardi sur sa page *Telegram* les données personnelles de dizaines d'Israéliens, affirmant par ailleurs détenir des informations sur sept millions de citoyens. Le hacker a affirmé s'être emparé des données depuis le site web *CITY4U*, utilisé par les autorités locales en Israël pour traiter les paiements tels que les taxes foncières, les amendes et les factures de services publics. La population totale d'Israël est d'environ 9,4 millions. Si ses affirmations sont vérifiées, il s'agirait de l'une des atteintes à la vie privée les plus graves de l'histoire du pays. « Hé, les amis, les serveurs des autorités locales ont été piratés. Les biens et les identités de plus de 90% de la population israélienne ont été mis en vente » a déclaré le hacker sur sa page *Telegram*. Il a par ailleurs posté un fichier avec les coordonnées et les numéros de cartes d'identité présumées de citoyens israéliens, annonçant « ma première surprise à l'occasion du Nouvel An juif, profitez-en ». Le hacker a également promis de publier davantage d'informations dès qu'il aura réuni quelque 2 000 abonnés. Selon l'Autorité nationale de cybersécurité, qui enquête sur les allégations du pirate informatique, il s'agit probablement d'anciennes informations.
(I24News, le 08-09-2021)

En Allemagne lancement d'une nouvelle stratégie quinquennale pour renforcer la cybersécurité...

En Allemagne, le gouvernement a lancé une nouvelle stratégie quinquennale pour renforcer la cybersécurité. Le projet vise à mieux protéger les administrations, les infrastructures critiques, les entreprises et les citoyens contre les cyberattaques face à une menace croissante. L'Office de sécurité informatique (DSI), devrait être notamment mieux outillé.
(Deutsche Welle, le 08-09-2021)

Les comptes de deux militants politiques israéliens d'extrême droite bloqués par Twitter...

Twitter a bloqué mercredi les comptes des militants politiques israéliens d'extrême droite Bentzi Gopstein et Baruch Marzel. Tous deux n'ont pas été autorisés à faire appel de cette décision. Baruch Marzel dirige le parti du Front national juif et a travaillé par le passé pour le très controversé rabbin Meir Kahane. Bentzi Gopstein est connu quant à lui pour avoir fondé l'organisation Lehava. Ces deux personnages sulfureux font l'objet de vives critiques depuis plusieurs années en Israël pour leurs opinions et leurs actions. Réagissant à ce bannissement, le député sioniste religieux d'extrême droite Itamar Ben-Gvir a déclaré : « Il n'est pas possible que les comptes de terroristes demeurent actifs et que les comptes de deux personnalités publiques israéliennes qui travaillent pour le peuple soient bloqués. J'ai l'intention d'initier une discussion sur le problème et de réclamer des explications à

Twitter ». Ce n'est pas la première fois que ces deux figures politiques rencontrent des difficultés après des déclarations sur les réseaux sociaux. En juin, ils ont été interrogés par l'Unité nationale de lutte contre la criminalité *Lahav 433* de la police israélienne, pour des soupçons d'incitation au racisme, après qu'un certain nombre de messages polémiques leur étant attribués soient apparus sur les plateformes. Le mois dernier, le réseau social *Facebook* a suspendu définitivement les comptes des deux hommes. *Bentzi Gopstein* a déjà été inculpé en 2019 pour incitation au terrorisme, à la violence et au racisme. La même année, les deux hommes avaient été interdits de présenter leur candidature à la *Knesset* sur la liste du parti *Otzma Yehudit*, qui est désormais dirigé par *Itamar Ben-Gvir*.
(*I24News*, le 09-09-2021)

En Côte d'Ivoire adoption d'un projet de loi durcissant la répression de la cybercriminalité...

Le gouvernement ivoirien a annoncé, dans un communiqué publié mercredi, l'adoption d'un projet de loi qui durcit la répression des actes de plus en plus nombreux de cybercriminalité à travers les nouveaux médias sociaux, en doublant le quantum des peines actuellement encourues par les auteurs de ce type d'infractions, selon un communiqué publié, mercredi, à l'issue du Conseil des ministres. « Les peines maximales d'emprisonnement, liées notamment aux atteintes à la dignité humaine, à l'honneur, à la propriété intellectuelle et à tous les autres agissements illicites au moyen des TIC (technologies de l'information et de la communication) passent du simple au double » a indiqué l'exécutif à l'issue d'un Conseil des ministres. Pour le gouvernement, le dispositif actuel s'avère peu dissuasif compte tenu de la cybercriminalité qui persiste et devient multiforme. Le projet de loi vise notamment les infractions commises au moyen d'un système d'information en lien avec la propriété intellectuelle, le racisme et la xénophobie, l'outrage et les invectives, les menaces de destruction de biens ou d'atteinte à l'intégrité physique et le trouble à l'ordre public.
(*Radio Sputnik*, le 09-09-2021)



Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30